COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV Internationale

MERCREDI 30 JUIN 1976

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE — PARAIT MERCREDI ET SAMEDI PRIX : 0.30 F

Editorial

PORTUGAL: Un appareil d'Etat prêt à fonctionner... contre les travailleurs

Eanes, le général de l'armée portugaise qui avait maté la rébellion des parachutistes de Tancos, vient d'être élu à la présidence de la république avec 61,5% des suffrages exprimés.

Il a aussitôt chargé Mario Soares, secrétaire du Parti Socialiste, de former un gouvernement.

Il s'agit là d'un résultat auquel tout le monde s'attendait. Un résultat qui ne change pas grand-chose dans le rapport des forces en présence au Portugal.

La classe ouvrière n'était absolument pas représentée dans ces élections. Rappelons en effet que le P.S. soutenait la candidature Eanes, tout comme les formations ouvertement de droite telles le Parti Populaire Démocratique et le Centre démocratique et social. Quant au P.C., il présentait lui-même son candidat comme un candidat "d'unification des forces armées". Les 7,6% de voix recueillis par cette candidature représente à la fois une grave défaite pour le P.C. et le bilan de toute sa politique depuis le 25 avril 74. Otelo de Carvalho que la plupart des groupes gauchistes portugais ont cru bon de soutenir, représentait dans ces élections ce qui reste d'illusions dans une fraction de la population sur les idées progressistes du M.F.A. Carvalho a obtenu 16,5 % des voix.

Ces trois candidatures, et il faut y ajouter celle de l'amiral de Azevedo, 14,35% des voix, représentaient, en fait, des variantes d'une même politique bourgeoise.

Et dans le Portugal d'après les présidentielles, le problème reste toujours le même pour les deux camps en présence : bourgeoisie et prolétariat.

La bourgeoisie arrivera-t-elle à imposer sa politique à la classe ouvrière, une politique qui, étant donné la situation catastrophique de l'économie bourgeoise au Portugal, ne peut être qu'une politique de restriction pour les travailleurs, de répression sur le terrain syndical comme sur le terrain politique ?

La classe ouvrière de son côté arrivera-t-elle à écarter ses faux amis, ceux qui trahissent ses intérêts les plus essentiels, pour se donner une direction véritablement ouvrière et révolutionnaire, capable de la conduire à un autre avenir que celui que lui réservent les partis qui prétendent la défendre ?

Sécheresse en France : L'INQUIÉTUDE DES GOUVERNANTS

La sécheresse qui sévit en Europe fait la une de toute la presse écrite et parlée. L'événement est important. Une température très élevée porte atteinte aux cultures et aux élevages. Des milliers d'hectares de forêt brûlent.

Ce tableau ressemble plus à ce qui se passe dans les pays sous-développés et notamment en Afrique où une sécheresse a frappé les populations de plusieurs régions notamment au Sénégal et en Mauritanie. Les conséquences qui se font sentir encore aujourd'hui, près d'un an après, furent catastrophiques. Des milliers d'individus y trouvèrent la mort. Le cheptel de toute cette partie de l'Afrique fut décimé. Les récoltes furent diminuées dans des proportions considérables.

La sécheresse qui sévit en Europe ne provoque pas des dégâts aussi importants ni en vies humainesni en biens matériels. Car en face des catastrophes naturelles, les conséquences ne sont pas les mêmes qu'on soit pauvre ou riche, industrialisé ou sous-développé.

Mais il n'empêche qu'on peut déceler une certaine inquiétude dans les propos gouvernants européens, et français en particulier, en face des effets de la sécheresse. Car si celle-ci n'est pas aussi spectaculaire dans ses dégâts qu'en Afrique, il n'empêche qu'elle en cause suffisamment pour que cela ait une incidence économique.

Et c'est cela qui inquiète les gouvernants. Ils ont eu à faire face dans un passé récent au mécontentement paysan. Ils craignent que les méfaits causés par cette sécheresse ne viennent ajouter des raisons supplémentaires à la colère paysanne.

Ces gouvernants ont d'ailleurs raison d'être mécontents. L'équilibre économique même dans des pays développés reste très fragile et un rien peut faire exploser un mécontentement latent.

Alors que l'on s'oriente vers une période électorale, tout cela ne plaît certes pas à la majorité en place.

C'est moins le sort des paysans et des travailleurs en général (car les prix des denrées agricoles risquent encore de monter) qui les inquiète que leur sort électoral propre. Ces messieurs ont peur de perdre leur poste de maire ou de député... et la majorité au parlement!

Mais pour les travailleurs de la campagne, comme pour ceux des villes, il s'agira de ne pas être, une fois de plus, les victimes de cette catastrophe, naturelle ou pas.

MARTINIQUE

L'ABATTOIR DEPARTEMENTAL

UNE BONNE AFFAIRE POUR LA SICA !

Ainsi le Conseil Général a réussi à s'entendre avec les futurs gérants de l'abattoir départemental. La SICA-Viande va s'en occuper. Elleaura sans doute reçu toutes les garanties lui permettant de retirer de l'affaire de substantiels profits.

Le département a donc fait construire un abattoir de plus d'un milliard prélevé sur les fonds publics et finalement, après l'avoir laissé fermé pendant un an, le remet aux mains d'une société privée.

On parle déjà d'incertitude dans l'utilisation et la rentabilité de ce nouvel abattoir. Il faut croire que le Conseil Général de Martinique veut avoir aussi son "affaire de la Villette".

Mais ce qui est le plus choquant c'est qu'on nous prévient déjà que le fonctionnement de cet abattoir, dont on nous dit qu'il est moderne, ne va pas permettre de baisser le prix de l'abattage et donc celui de la vente de la viande, mais qu'au contraire ces prix vont monter.

Ces messieurs du Conseil Général, les Maurice et Cie sont vraiment soucieux des intérêts du public!

Quant aux travailleurs des autres abattoirs communaux on les a prévenus déjà : ils perdront leur emploi car ces abattoirs seront fermés pour permettre à la SICA de réaliser des bénéfices intéressants.

Sur Fort-de-France il y a déjà 40 travailleurs, or le nouvel abattoir est prévu pour fonctionner avec seulement vingt personnes.

Sur cela non plus Maurice et ses compères de l'antre du conseil général n'ont pas pris position.

Il s'agira là aussi que les travailleurs se battent pour imposer des solutions plus conformes à leurs intérêts.

LE GALA DE COMBAT OUVRIER EN GUADELOUPE

Le gala annuel de Combat Ouvrier s'est déroulé samedi dernier au Bas-du-Fort. Dans une ambiance sympathique et détendue, les participants ont pu apprécier de nombreux artistes venus bénévolement, parfois d'assez loin, pour animer notre gala. A tous, une fois encore, un grand merci pour la gentillesse avec laquelle ils nous ont montré leur savoir-faire.

Les participants, eux, étaient moins nombreux que l'an passé. Ceci n'a pas empêché les présents de passer un moment très agréable avec les militants et sympathisants de Combat Ouvrier.

LIBAN

REPRISE DES COMBATS

Le semblant d'accord intervenu entre les progressistes libanais et les Palestiniens, d'une part, et la Ligue et la Syrie d'autre part, n'a pas suffi à ramener le calme dans les villes du Liban.

Une "force de paix" arabe composée de troupes de plusieurs pays arabes devait en principe remplacer les troupes syriennes et s'interposer entre les combattants progressistes et ceux de droite. Mais il semble que la Syrie mette bien du temps à évacuer les lieux et que d'autre part les combats aient repris entre progressistes et extrême-droite chrétienne.

Rien n'est donc réglé au Liban.

Les troupes syriennes risquent encore d'intervenir et ce n'est pas le"force de paix" toute symbolique qui pourrait les en empêcher, mais bien la résistance acharnée des Palestiniens et des progressistes. Mais la direction de ces derniers s'est-elle préparée à cela ?

On peut en douter. Les Joumblatt et Arafat sont plus prêts à tenter une impossible négociation plutôt que de faire appel aux travailleurs des pays arabes pour s'opposer à l'écrasement de la gauche et des Palestiniens.

C'est aux combattants eux-mêmes qu'il reste à le faire, s'ils en ont encore les moyens.

MARTINIQUE :

C O M M U N I Q U É

Nous avons reçu une lettre du syndicat des lotis de Dillon dont nous extrayons les passages suivents :

"Les lotis de Dillon réunis en assemblée générale le samedi 12 à 18H30 constatent :

1) Que la direction SIMAG fait la sourde oreille à leurs légitimes revendications et refuse de considérer le syndicat comme un représentant valable.

2) que Mr Robinel, actuellement directeur général voudrait faire de ces questions d'augmentation du prix de l'eau et des loyers une affaire personnelle.

3) Que ses agents trop zélés exercent tantôt franchement, tantôt insidieusement des pressions de toutes sur les locataires les plus défavorisés (menaces verbales d'expulsion , menaces écrites de payer leur loyer, calomnies sur les membres du bureau, falsification des discussions en cours, promesses démagogiques pour l'acquisition de logements,etc..

- Affirment que le syndicat des lotis de Dillon est le seul organisme habilité à défendre les intérêts des lotis, chargé de discuter partout où besoin sera, des problèmes des locataires et autorisé à intervenir directement auprès de tout autre interlocuteur.

- Réaffirment leur détermination à n'accepter d'éventuelles augmentations des prix qu'après discussion et accord de leur syndicat.

- Exigent que la direction SIMAG mette un terme aux diverses pressions qu'elle exerce sur les locataires."

M A R T I N I Q U E

CINEMA : LA FAILLITE.

L'action du film se situe en Grèce. La Grèce, sous le régime dictatorial des colonels. Une police secrète double la police officielle et surveille les faits et gestes de chaque citoyen.

Ce film, outre qu'il est bien joué est intéressant parce qu'il montre bien, derrière le paradis des touristes qu'est la Grèce, la réalité policière qu'a vécue ce pays jusqu'en 1974 sous une dictature féroce.

DIRECTEUR DE PUBLICATION M.E. ZOZOR
COMMISSION PARITAIRE N° 51 728
RONEO DU JOURNAL P.A.P.
ECRIRE A : B.P. 214 P.A.P./B.P. 386 FDF
1er SUPPLEMENT AU MENSUEL N° 63

La réunion de Porto-Rico

L' IMPUISSANCE DES GRANDS ETATS A JUGULER LA CRISE

Les chefs d'Etat des grands pays industrialisés se sont rencontrés pour la Nième fois depuis le début de la crise pour tenter de prendre des mesures pour faciliter le commerce. Mais comme par le passé, dans ce genre de réunions, celle-ci s'est terminée par le constat qu'on ne pouvait rien y décider.

Les différents chefs d'Etat se sont contentés d'y aller de quelques voeux pieux sur la modération de l'inflation, sur la nécessité de structures de paiement stables, etc...

Ils ont aussi envisagé d'aider les pays sous-développés en vue de leur permettre d'acheter les produits des pays riches.

On le voit, les bonnes intentions ne manquent pas aux états capitalistes les mieux nantis. Mais par contre ce qui leur manque absolument c'est le moyen d'avoir une influence décisive sur l'évolution de la crise. Ni eux, ni personne ne peut dire ce qui va se passer dans ce domaine. La crise va-t-elle s'aggraver ? Va-t-elle au contraire s'apaiser ? Il est impossible de le savoir. Car c'est là le propre du système capitaliste- d'être un système marchant à l'aveuglette. Un système dont personne n'a la maîtrise. Et c'est aussi cela qui en fait un système à combattre et à remplacer. Car il est inadmissible que dans un domaine - l'économie - dont dépend la vie des hommes, il soit impossible de faire des prévisions et de planifier la production en fonction des besoins de l'humanité. Mais précisément prévision et planification ne vont pas de pair avec propriété privée des moyens de production. C'est avant tout à cela et à l'Etat qui le défend qu'il faut mettre fin.

MARTINIQUE

le grand trou chez Frantel

Les travailleurs ont soudain appris qu'il y a un trou de 30.000 francs dans le budget de l'hôtel Frantel. Mais la direction ne dit pas où est passé tout cet argent, quelle trajectoire il a prise. Bien sûr, les mauvaises langues diront qu'il est allé gonfler les poches d'un des directeurs et ils auront peut-être deviné juste. Quant aux travailleurs, ils ne prêteraient pas attention à cette obscure affaire si elle ne s'accompagnait pas de tentatives des patrons de prendre sur leur dos l'argent nécessaire à combler leur trou. Alors, on diminue le personnel et on augmente les tâches. On prélève l'argent des repas sur le salaire de certains et en même temps la ration est diminuée. Mais les travailleurs n'ont pas encore dit ce qu'ils pensaient de tels agissements.

C'est pourquoi ces patrons risquent d'avoir de désagréables surprises.

GUADELOUPE

TÉLÉVISION: NOTRE SÉLECTION

NOTRE SELECTION POUR MERCREDI JEUDI VEND.

Mercredi : On peut se résigner à voir : ZEPPELIN : une histoire d'espionnage. Il s'agit pour le héros de s'accaparer des plans du Zeppelin, un ballon dirigeable construit par les Allemends. Le héros lui est Britannique. On aura sans doute droit à quelques détails sur ce qu'était cet ancien moyen de transport aérien.

Jeudi : On peut voir APOSTROPHES. C'est quelquefois intéressant. Encore que sur le sujet choisi : les jeux, le hasard et la chance, nous risquons d'avoir droit à une montagne de lieux communs.

Vendredi: CINE-CLUB. Un film moyen de Robert Altman : John Mac Cabbe, western dans la grisaille et la boue. Le héros n'a pas le brio de ses prédécesseurs. Mais le film est bien fait.